



COMPTE RENDU DU COMITE TECHNIQUE LOCAL DU 8 JANVIER 2021

Le directeur a convoqué un CTL emplois pour le 8 Janvier 2021. Etaient présents les représentants élus des organisations syndicales SOLIDAIRES et CGT. Notre camarade Christiane BASMAISON qui vient de prendre une retraite bien méritée n'a pas participé à ce CT . Elle est donc désormais remplacée par Nathalie PUYOU. Nous lui souhaitons en même temps qu'une excellente année 2021 une excellente retraite, sachant d'ores et déjà qu'elle sera active.

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

Un seul point figurait à l'ordre du jour, l'examen du « volet emplois », ce qui signifie en langage administratif, combien d'emplois la DIRCOFI va détruire en 2021.

Jusqu'à une période récente, les destructions d'emplois à la DIRCOFI SUD OUEST ont visé essentiellement les B et les C. Après 20 ans de réductions des effectifs, le nombre de C a diminué de 72 % et celui des B de 32 %. Depuis l'année dernière ce sont donc les emplois de A qui sont la cible des suppressions de postes. L'an dernier 2 postes de vérificateurs avaient été supprimés, à Bordeaux et à La Rochelle. Cette année, outre un poste de C en direction (il ne restera donc plus que 8 emplois de C à la DIRCOFI), un poste de vérificateur est supprimé à Limoges et un autre à Bayonne. Au niveau national, ce sont 1 800 postes détruits cette année après les 1 600 de l'an dernier. Ainsi, en un peu moins de 20 ans, la DGFIP a perdu 45 000 emplois soit 1/3 de ses effectifs.

Bien évidemment le directeur a défendu la politique de la DGFIP dite de « *contribution à l'effort collectif* », en d'autres termes aux destructions d'emplois. Mais dans ce cas pourquoi embaucher des personnes en contrat PACTE ?

Sur le résultat du contrôle fiscal, les élus CGT ont opposé la réalité des chiffres. En 20 ans, les résultats financiers ont baissé, en euros constants de 30 %. Le nombre de contrôles sur place a diminué en 10 ans de 20 %. Et encore ce chiffre intègre les nouvelles procédures d'EC comptabilisées comme des contrôles sur place à part entière.

Le discours affiché de lutte contre la fraude fiscale est un discours de façade. La mission MRV a été mise en place pour pallier aux carences en personnel. La médiane des dossiers issus de la MRV, 7000 euros, confirme que rien ne remplace l'humain dans la connaissance et l'analyse du tissu fiscal.

QUESTIONS DIVERSES

Le Télétravail

La question du télétravail a été soulevée. A ce jour, 93 % des agents sont équipés en PC leur permettant de télétravailler. Le directeur a confirmé ses réserves sur le télétravail. L'absence d'autonomie de certains agents primo arrivants est le motif invoqué pour restreindre les possibilités de télétravail même si à une seule exception, l'ensemble des agents ayant demandé le télétravail ont eu satisfaction.

Visite médicale à Brive

La CGT a interpellé le directeur sur la visite surprise du médecin de prévention aux agents de la BV19. Le directeur du personnel nous a précisé que cette visite s'est faite à la demande du médecin lui-même, en raison de l'absence de contrôle médical des agents concernés et ce de longue date. La CGT a rappelé au directeur que la brigade de Brive avait connu des difficultés relationnelles entre ses agents et son chef de service. Ces difficultés avaient été portées, oralement, par la CGT à la connaissance de la direction à trois reprises. Le directeur a défendu le chef de brigade. Affaire à suivre...